

## ***Conseil Municipal***

### ***Séance du 22 septembre 2021***

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-deux septembre à vingt heures, le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Johan DENIAUX, Maire.

**Présents :** DENIAUX Johan, SALLEY Philippe, FEUARDANT LEFÈVRE Myriam, PRODÉO Fabien, COCU Daniel, LE CALVEZ Anne, DELAUNEY Dorothée, GUÉRIN Amandine, LEFÈVRE Yolaine, DARROUX Théodore, LOUBAYÈRE Michael, VAULTIER Lucie, LEFÈVRE Véronique, SOINARD Philippe,

Mme Myriam FEUARDANT-LEFEVRE désignée conformément à l'article L 21121-15 du code Général des Collectivités Territoriales, remplit les fonctions de secrétaire de séance.

#### **Communications diverses**

- La réunion de conseil commence par les travaux du parking. Suite à une découverte d'un câble électrique lors du terrassement, il n'est donc pas possible d'abattre le morceau de haie pour faire le passage entre le parking et le plateau scolaire.

Suite à la visite sur site, il est envisagé d'abattre un bout de mur extérieur du terrain du logement de l'école (angle) afin que les enfants et parents passent derrière le mur. Il est également décidé de faire un passage piéton entre le parking et passage derrière le mur afin de sécuriser la traversée des enfants. Il va en être discuté avec le locataire du logement de l'école. Le passage piéton peut être fait par l'employé communal.

- Le trou de la chasse du prieuré a été rebouché avec les cailloux et la terre récupérés lors du terrassement du parking.

- Les travaux de la chasse du Mesnil sont commencés. Il restera la chasse des campagnes à faire avant la fin de l'année.

- Un coude a été mis au mur du cimetière afin de mieux canaliser l'évacuation de l'eau de pluie.

- Les murs de l'école primaire ont été hydrofugés (côté route et côté cour) afin de pallier les infiltrations d'eau.

- Réunion de la commission cimetière le samedi 18 septembre 2021.

Un tour du cimetière a été fait : la partie côté école et côté presbytère est propre, le problème de propreté est plutôt côté ancien cimetière. Cela est dû aux allées biscornues et au gravier mis dans ces allées. Il est décidé d'enlever les herbes les plus hautes des allées pour la Toussaint.

Il est proposé par la commission de répertorier les tombes non entretenues et de rechercher les familles pour procéder au nettoyage.

Il est également proposé un deuxième bac à ordures côté « ancien cimetière » ; il sera vu avec M. Louis DORANGE pour définir l'emplacement.

Les institutrices avaient demandé s'il serait possible de replanter une haie dans le virage côté école afin que les élèves ne soient pas perturbés lors des inhumations. Il est décidé par le conseil que vu le peu d'inhumations, il ne sera pas replanté de haie dans le cimetière car cela engendre de l'entretien supplémentaire.

La commission a également visité l'église pour voir l'état des plaques chauffantes de l'ancien chauffage au sol. Ces plaques vieillissent et s'abiment. Il est proposé d'enlever celles du chœur afin de voir l'état du sol en-dessous.

Columbarium : deux relances ont été faites pour la fourniture de nouvelles cases au columbarium. Un seul devis est reçu à ce jour. Attente du devis de l'entreprise qui a fourni les premières cases, ce qui permettrait de faire un étage supplémentaire. La commission se réunira après la réception des devis.

Mme Amandine GUÉRIN informe qu'il existe des cavurnes. L'idée sera étudiée.

- Repas des aînés : Mme Myriam FEUARDANT-LEFEVRE pose la question de savoir si l'on doit faire un repas des aînés ou non. Il est décidé de réunir le centre communal d'action sociale pour avoir leur avis et prendre la décision.

- M. Fabien PRODEO informe que la commission réserve communale avance.

- Suite à la proposition de M. Fabien PRODEO pour l'achat de drapeaux pour mettre au monument aux morts lors des cérémonies. Accord de l'ensemble du conseil.

- Projet cour d'écoles, une réunion est prévue le 29 septembre à SAINT-GERMAIN-LE-GAILLARD pour étudier les projets proposés.

### **Comptes rendus de réunions**

- M. Philippe SOINARD a participé à une réunion fourrière. Il a été précisé que lorsque l' élu apporte un chien à la fourrière, l'animal doit être examiné par un vétérinaire. Il est envisagé de contacter des vétérinaires acceptant de faire des gardes.

- M. Philippe SOINARD a participé à une réunion du Syndicat départemental d'énergies de la Manche (SDEM50). Il a été évoqué le « projet unité foncière ». Si des locaux font plus de 1000m<sup>2</sup>, il faut faire une étude afin de connaître la consommation électrique de la commune. Pour SAINT-GERMAIN-LE-GAILLARD seraient concernés la bibliothèque et la mairie, donc moins de 1000 m<sup>2</sup>. Si plus de 1000m<sup>2</sup>, il faut prendre une année de référence pour connaître la consommation électrique, puis par rapport à cette année de référence, il faut baisser la consommation d'électricité de 40% d'ici 2030, 50% d'ici 2040 et de 60% d'ici 2050. Le SDEM se propose d'aider les communes à gérer et à monter les dossiers.

- réunion école : Mme Myriam FEUARDANT-LEFEVRE a participé à une réunion de pré-rentree avec la nouvelle directrice. La rentrée scolaire se présente bien. Les horaires restent inchangés : 8h35-12h/13h30-16h15.

La nouvelle carte scolaire sera faite en février/mars.

Un exercice incendie aura lieu fin septembre.

- Courrier « dans le fil du vent ». M. le maire fait part d'un courrier reçu en mairie de M. Alain ROBERT concernant la subvention de 500,00 € qui avait été attribuée par la communauté d'agglomération Le Cotentin et reversée à la commune au travers des attributions de compensation, la commune s'était engagée à la reverser chaque année à l'association.

Accord à l'unanimité. M. le maire va envoyer la réponse directement à M. ROBERT.

- Pour la bibliothèque, il avait été décidé d'acheter un ordinateur. Des demandes de devis ont été faites, deux devis ont été reçus. Le choix du modèle sera fait en concertation avec la responsable de la bibliothèque et l'entreprise Cotent'info.

### **Ordre du jour**

#### **PASSAGE M14 à M57 (DE2021092201)**

M. le Maire explique que le référentiel M57 a vocation à remplacer au 1er janvier 2024 les instructions aujourd'hui appliquées par les collectivités territoriales (M14, M52, M61, M71...) et propose d'anticiper ce passage en optant dès le 1er janvier 2022 pour la nomenclature M57. L'adoption de ce référentiel n'implique pas de changement dans le vote du budget.

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu l'avis favorable du comptable public

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal approuve cette proposition, décide d'appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 l'instruction budgétaire et comptable M57 pour le budget de la commune et pour celui du centre communal d'action sociale et donne tous pouvoirs à M. le maire pour l'exécution de cette décision, ou à défaut à chaque adjoint.

### **DEPLOIEMENT DU PAIEMENT PAR INTERNET (DE2021092202)**

M. le Maire rappelle qu'un service de paiement en ligne doit être mis à disposition des usagers par les collectivités (décret 2018-689 du 1<sup>er</sup> août 2018).

Il précise également que l'offre de paiement PayFIP proposée par la DGFIP permet de respecter cette obligation. En effet, PayFIP offre aux usagers un moyen de paiement simple, rapide et accessible par carte bancaire grâce au service TiPi (Titre payable par Internet) mais aussi par prélèvement SEPA unique pour régler certaines factures.

Au sein de la commune, ce nouveau service permettra de faciliter le paiement des factures. Il sera accessible 24h/24 et 7j/7 dans des conditions techniques de sécurité optimale.

Seul le coût du service bancaire reste à la charge de la collectivité. Il s'élève à 0.05 € HT par paiement + 0.25 % (0.5 % si carte hors zone euro) du montant de la transaction pour les transactions supérieures à 20 €. et 0.03 € par paiement + 0.20 % du montant de la transaction pour les transactions inférieures à 20 €. Ces tarifs sont donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'évolution.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 1611-5-1,

Vu le décret 2018-689 du 1<sup>er</sup> août 2018,

Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 22 décembre 2009 modifié,

Vu les conditions et le formulaire d'adhésion proposés par la DGFIP,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal approuve cette proposition pour la commune et le centre communal d'action sociale, à l'exception du camping et de la bibliothèque, autorise le Maire à signer tous documents afférents à cette affaire et dit que l'imputation budgétaire se fera sur le compte 627 « services bancaires » et donne tous pouvoirs à M. le maire pour l'exécution de cette décision, ou à défaut à chaque adjoint

### **ETANCHEITE DES CHEMINEES DES LOGEMENTS (DE2021092203)**

M. Stève BERNARD a été contacté et propose un bardage de cheminée.

L'entreprise LEMARCHAND a été également contactée : proposition de refaire les joints sur les trois cheminées ainsi que les deux dômes de deux cheminées pour un montant total de 8.793,60 €.

Après discussion, il est décidé à l'unanimité de retenir l'entreprise LEMARCHAND, l'entreprise devra préciser sur son devis « travaux d'étanchéité » et donne tous pouvoirs à M. le maire pour l'exécution de cette décision, ou à défaut à chaque adjoint

### **BORNE INCENDIE (DE2021092204)**

Le devis de la SARL CAUVIN TP a été reçu pour le remplacement du poteau incendie situé au carrefour de l'ancienne épicerie le montant est de 3.871,20 TTC.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal donne son accord pour le changement de ce poteau et donne tous pouvoirs à M. le maire pour l'exécution de cette décision, ou à défaut à chaque adjoint.

### **ADHESION AU SDEM (DE2021092205)**

Présentation par M. Philippe SOINARD, délégué de la commune au SDEM50.

Conformément à l'article 3.2.1 de ses statuts, le Syndicat Départemental d'Energies de la Manche (SDEM50) peut exercer la compétence optionnelle Eclairage Public pour le compte des adhérents qui en font la demande :

« Le SDEM50 exerce en lieu et place des membres qui en font la demande, la compétence suivante :

- Maîtrise d'ouvrage de tous les investissements sur les installations d'éclairage public et notamment les extensions, renforcements, renouvellements, rénovations, mises en conformité et améliorations diverses et réalisation de toutes les études générales ou spécifiques corrélatives à ces travaux et notamment les diagnostics de performance énergétique et la collecte des certificats d'énergies ;
- Maintenance, exploitation et fonctionnement des installations d'éclairage public comprenant l'entretien préventif et curatif (...).

La notion d'installation d'éclairage public s'entend notamment des installations permettant l'éclairage de la voirie et des espaces publics. »

Le Comité syndical du SDEM50, réuni le 13 décembre 2018 a approuvé les conditions d'exercice de cette compétence et notamment :

- Les participations financières demandées aux adhérents pour la maintenance et l'exploitation des installations d'éclairage public, actualisées annuellement par délibération du Comité Syndical du SDEM50 ;
- Les aides financières proposées par le SDEM50 aux adhérents pour les travaux d'efficacité énergétique et de sécurisation réalisés sur les installations d'éclairage public, actualisées annuellement par délibération du Comité Syndical du SDEM50 ;
- Les aides financières proposées par le SDEM50 aux adhérents pour les travaux neufs (extension, renouvellement) d'installations d'éclairage public, actualisées annuellement par délibération du Comité Syndical du SDEM50.

M. le Maire rappelle qu'en application de l'article L1321-1 du CGCT, le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Ainsi, dans le cadre de ce transfert de compétence, les installations d'éclairage existantes restent la propriété de la commune et sont mises à la disposition du SDEM50 pour lui permettre d'exercer la compétence transférée.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci. Ce procès-verbal est établi suite à la réalisation d'un audit des installations d'éclairage public et des éventuels travaux de remise en conformité nécessaires au transfert de cette compétence.

Par ailleurs, M. le Maire présente au Conseil Municipal les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles s'exercera la compétence transférée. En particulier, l'exercice de la maintenance qui peut s'effectuer suivant un niveau de service choisi parmi deux formules proposées (de la plus simple à la plus complète) :

- Formule de base (A),
- Formule préventive (B).

Il revient au conseil municipal de choisir l'une de ces deux formules.

Le transfert de la compétence optionnelle « Eclairage Public » doit être entériné par le comité syndical du SDEM50 et prend effet à la date prévue par la délibération du SDEM50.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2014 approuvant les statuts du SDEM50 et l'arrêté modificatif du 21 juillet 2014 ;

Vu la délibération n°2018-78 du Comité syndical du SDEM50 du 13 décembre 2018 relative au transfert de compétence optionnelle éclairage ;

Entendu l'exposé,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

Décide

- de transférer au SDEM50 la compétence optionnelle Eclairage Public telle que définie à l'article 3.2.1 des statuts du SDEM50 ;
- d'opter pour le niveau d'exploitation et maintenance correspondant à la Formule B ;
- d'inscrire chaque année les dépenses correspondantes au budget communal et de donner mandat à M. le Maire pour régler les sommes dues au SDEM50 ;
- d'autoriser la mise à disposition des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence optionnelle Eclairage Public au SDEM50 ;
- d'autoriser M. le Maire à signer le procès-verbal de mise à disposition des biens ainsi que tous les documents relatifs à ce transfert de compétence.

Prend acte

- qu'à réception de cette délibération et avant tout transfert effectif de la compétence, le SDEM50 réalisera un audit des installations d'éclairage public de la commune afin de déterminer les éventuels travaux de mise en sécurité électrique et mécanique nécessaires ;
- qu'à défaut d'accord de la commune pour réaliser les travaux de mise en sécurité électrique et mécanique nécessaires, la compétence ne sera pas transférée.

### **DESIGNATION D'UN VICE-PRESIDENT DANS CHAQUE COMMISSION**

Chaque commission communale désigne un vice-président :

Finances : Amandine GUÉRIN

Équipements Communaux de Loisirs et Sportifs : Philippe SOINARD

Fêtes et Cérémonies : Anne LE CALVEZ

Travaux – Urbanisme – Environnement Voirie – Agriculture : Philippe SALLEY

Cimetière : Yolaine LEFÈVRE

Communication : Véronique LEFÈVRE

Réserve communale de sécurité civile : Fabien PRODÉO

Commission salle de convivialité et annexe : Fabien PRODEO

Pour la commission salle de convivialité et annexe et la commission projet immobilier, il sera demandé des devis pour un accompagnement AMO. M. PRODEO s'en charge.

**Questions diverses :**

- M. Daniel COCU fait part d'une demande de Bob et Marjorie qui se proposent de faire un cours d'anglais gratuitement un samedi sur deux de 10h à 11h30 et demande s'il serait possible d'avoir la salle de réunion à disposition : accord à l'unanimité du conseil.
- M. Daniel COCU demande l'avis du conseil pour le marché de Noël. Une réunion va être programmée pour ce marché avec les communes et associations de PIERREVILLE, LE ROZEL et SURTAINVILLE.
- M. Fabien PRODEO fait part que le site internet a été livré mais encore beaucoup de vérifications sont à faire et demande aux membres du conseil de faire remonter toutes les infos et photos dont ils auraient connaissance afin de l'alimenter.
- M. Michael LOUBAYERE évoque le problème d'éclairage de la sortie du bourg vers l'arrêt de bus du Poteau Bleu et le manque d'entretien de l'abri bus. L'entretien est de la compétence du Département ; M. Philippe SALLEY va relancer le Département. Pour l'éclairage, il est décidé après l'adhésion au SDEM de faire appel à eux pour une proposition d'éclairage.
- M. Fabien PRODEO souhaite que soit effectué un tableau d'état d'avancement des décisions prises en conseil.
- Mme Lucie VAULTIER fait part de l'état des chasses qui ne sont pas suffisamment épilées. Ce sujet sera étudié par la commission Travaux – Urbanisme – Environnement Voirie – Agriculture.
- Mme Amandine GUERIN informe qu'elle a eu un prix pour l'achat de panneaux d'affichage. Il est décidé à l'unanimité d'acheter un panneau.
- M. Philippe SOINARD demande où en est la procédure de l'enlèvement de la voiture verte sur le parking. Un rendez-vous est prévu la semaine prochaine avec la gendarmerie.
- M. Philippe SOINARD demande où en sont les travaux du camping. M. Louis DORANGE a nettoyé les deux VMC. M. Théodore DARROUX et M. Michael LOUBAYERE vont faire un carottage.

FIN DE SÉANCE

|                          |  |
|--------------------------|--|
| Johan DENIAUX            |  |
| Philippe SALLEY          |  |
| Myriam FEUARDANT-LEFEVRE |  |
| Fabien PRODÉO            |  |

|                   |  |
|-------------------|--|
| Daniel COCU       |  |
| Anne LE CALVEZ    |  |
| Dorothée DELAUNEY |  |
| Amandine GUÉRIN   |  |
| Yolaine LEFÈVRE   |  |
| Théodore DARROUX  |  |
| Michael LOUBAYÈRE |  |
| Lucie VAULTIER    |  |
| Véronique LEFÈVRE |  |
| Philippe SOINARD  |  |